

<http://46.105.83.158/spip/spip.php?article4583>



Yonne Info

- SNES académique de Dijon - Départements - Yonne - A la Une dans l'Yonne -



Publication date: mardi 6 mai 2014

Copyright © SNES Dijon - Tous droits réservés

Edito

C'est d'un changement de politique dont nous avons besoin !

Les **résultats aux dernières élections municipales** ont été un cinglant désaveu de la politique économique gouvernementale.

Si les Français ont, en 2012, voté pour un changement de majorité, ce n'était pas seulement pour changer les têtes de l'exécutif mais surtout pour un changement politique.

Le moins que l'on puisse dire, c'est que la politique économique actuelle est loin de répondre à leurs attentes.

Loi ANI, pacte de responsabilité, politique d'austérité, etc..., apparaissent comme autant de cadeaux fait au MEDEF sans que les améliorations en terme d'emploi ne soient palpables.

Au contraire, cette politique accroît les inégalités et entraîne le désespoir favorisant la montée de l'extrême droite.

Dans l'Éducation, secteur que le Gouvernement prétend prioritaire, il est devenu manifeste que l'investissement éducatif n'est pas à la hauteur des ambitions proclamées ni des besoins du Service public d'Éducation :

– Les **créations d'emplois pour la rentrée 2014** sont insuffisantes pour empêcher de nouvelles dégradations des conditions d'études des élèves et de travail des personnels.

Elles ne permettront pas non plus de commencer à résorber la crise de remplacement qui va donc encore s'aggraver.

– La **gestion de la pénurie** restera la norme dans les établissements et les collègues auront à subir une nouvelle inflation des HS (voir p 2)

Le gouvernement poursuit également la politique précédente avec les **mêmes méthodes managériales de gestion des personnels** (voir p 3) et de pilotage du système éducatif (LPC, socle commun, évaluation par compétences, etc...).

De plus, **faute de pré-recrutements et de revalorisation de nos métiers et de nos carrières**, la crise de recrutement continue de s'accroître dans le second degré où elle atteint un niveau inégalé, pesant à la fois sur les conditions d'études des jeunes et sur les conditions de travail des personnels.

Le SNES, avec la FSU, va s'inscrire dans **un front contre l'austérité** et s'adresse dès aujourd'hui au nouveau ministre pour obtenir des engagements sur la politique à venir dans l'Éducation et restera très vigilant sur les décrets d'applications des **nouveaux décrets statutaires** qui devront être strictement encadrés (voir p 4).